**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE**

4^{ème} RÉUNION DE 2010

Séance du 25 juin 2010

CG 10/4^{ème}/VI-02

**SCHEMA DEPARTEMENTAL
DES TELECOMMUNICATIONS**

Depuis 2001, le Conseil Général a engagé de nombreuses actions en faveur de l'équipement du territoire départemental en téléphonie mobile, en haut débit et même en très haut débit grâce au programme départemental de déploiement de la fibre optique.

Ces objectifs déclinés dans notre « Schéma Départemental des Télécommunications » ont permis aux territoires ruraux et urbains du Tarn-et-Garonne de s'équiper avec les dernières technologies.

Je vous propose aujourd'hui d'examiner l'état d'avancement des démarches du Conseil Général et de l'Agence de Développement Economique en matière de T.I.C. (Technologie de l'Information et de la Communication) en faveur des infrastructures à haut débit, mais aussi en faveur des enjeux de demain, à savoir le Très Haut Débit chez les particuliers (F.T.T.H.) et la Télévision Numérique Terrestre (T.N.T.).

I – INFRASTRUCTURE DE TELECOMMUNICATION :

A – TÉLÉPHONIE MOBILE :

Comme je vous l'avais indiqué lors du Budget Primitif 2010, il reste 13 communes du Tarn-et-Garonne mal desservies en téléphonie mobile. En février 2010, et suite aux dernières directives de l'ARCEP, j'ai écrit au Ministre de l'Espace Rural et de l'Aménagement pour lui proposer d'expérimenter sur ces communes les meilleures solutions pour qu'elles soient couvertes par les trois opérateurs.

Il semble que cette demande puisse trouver une réponse suite au dernier Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire (CIADT) qui a eu lieu le 11 mai 2010.

Lors de ce comité, il a été décidé que l'ensemble des zones blanches (où aucun opérateur n'est présent) devait être couvert d'ici fin 2011 et l'ensemble des zones grises (où il y a au moins un opérateur présent) d'ici fin 2013. Les Préfets de Région doivent identifier les communes concernées avant le 30 juin 2010.

Suite à cette annonce du CIADT, j'ai immédiatement écrit au Préfet de Région afin d'obtenir l'inscription des 13 communes tarn-et-garonnaises dans le cadre de ce plan. Pour mémoire, il s'agit des communes de **Montesquieu, Vazerac, Vaissac, Bouloc, Bruniquel, Escazeaux, La Salvetat- Belmontet, Lacour-de-Visa, Le Causé, Loze, Puygaillard-de-Quercy, Varen et Verlhac-Tescou.**

B – COUVERTURE DES ZONES BLANCHES DE L'ADSL - APPEL À PROJETS « MIDI-PYRÉNÉES NUMÉRIQUE » :

En 2006, nous avons signé avec la Région une convention « Appel à projets Midi Pyrénées Numérique ». Il s'agissait de permettre aux communes dont la couverture ADSL était insuffisante de s'équiper avec des réseaux haut débit.

Lors de la DM2 de 2009, nous avons décidé de proroger cette convention avec le Conseil Régional Midi-Pyrénées, de 6 mois supplémentaires, pour donner à tous les projets en cours la possibilité d'obtenir des financements. Je vous rappelle que cette politique consistait à financer, à hauteur maximum de 80 % (20 % par le Département, 30 % par la Région et 30 % par le FEDER), la mise en place de réseaux à haut débit. Elle concernait les communes de moins de 10 000 habitants dont une partie de la population est inéligible à l'ADSL.

Cette période de 6 mois supplémentaires a permis de présenter à notre commission permanente l'ensemble des dossiers complets à savoir :

- Communauté de Communes du Pays de Garonne et Gascogne,
- Communauté de Communes des Deux Rives (Auvillar),
- Communauté de Communes Terrasses et Vallée de l'Aveyron,
- Commune de Bessens,
- Commune de Lauzerte,
- Commune de la Salvetat Belmontet,
- Commune de Puygaillard de Quercy.

Désormais, nous pouvons dresser le bilan qualitatif et quantitatif de cette politique que nous avons initiée en 2006 et vous trouverez, en annexe 1 et 2, le tableau qui récapitule l'ensemble des projets accompagnés et la carte de couverture théorique de ces réseaux.

Notre département compte environ 100 000 lignes téléphoniques. A ce stade, si on additionne la couverture en haut débit ADSL et celle obtenue grâce à l'Appel à projets Midi-Pyrénées Numérique, moins de 1 % des foyers sont éloignés du haut débit souvent du fait de la localisation très éloignée des centres bourgs (habitat diffus).

Il faut noter que ce chiffre est à pondérer puisque les personnes ont toujours la possibilité d'obtenir du haut débit par satellite, solution moins avantageuse que l'ADSL, mais qui permet toutefois de répondre aux besoins des particuliers (ex : communauté de communes de Lafrançaise).

En terme d'engagement, cette politique a représenté un investissement total de 1 248 664 € HT de la part des collectivités publiques subventionnées à hauteur de **246 730 €** par le Conseil Général de Tarn-et-Garonne.

II- LES ENJEUX NUMÉRIQUES DE DEMAIN

A- LE TRES HAUT-DEBIT CHEZ LES PARTICULIERS (FTTH)

Lors du Budget Primitif 2010, je vous avais fait part du bilan de la première tranche du réseau départemental en fibre optique. Nous avons également décidé de soutenir financièrement les deux projets de boucle locale en fibre optique, portés par les Communautés de Communes des Deux Rives et de Castelsarrasin-Moissac, qui desserviront les entreprises situées sur les zones d'activités de ces deux intercommunalités.

Depuis, de nouveaux objectifs ont été fixés par le gouvernement dans le cadre de la Loi Pintat, votée en décembre 2009. Il s'agit pour les vingt prochaines années d'investir en faveur du déploiement du Très Haut-Débit chez les particuliers (FTTH). Ceci représente un investissement, au niveau national, de l'ordre de 30 milliards d'euros.

La loi Pintat oblige les territoires à se doter de Schéma Directeur de Déploiement du Très Haut-Débit. La Région Midi-Pyrénées, en partenariat avec la Préfecture de Région et la Caisse des Dépôts et Consignations vient de lancer, au mois d'avril dernier, une étude de réalisation du « schéma directeur des infrastructures numériques sur Midi-Pyrénées ».

Dès le lancement de cette étude, j'ai demandé, au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional, la prise en compte du volet Très Haut Débit de notre Schéma Département des Télécommunications dans ce Schéma Directeur Régional.

Lors du 1er Comité de Pilotage, qui a eu lieu le 12 avril 2010, l'Etat et la Région ont indiqué leur volonté de recenser tous les projets réalisés ou en cours de réalisation sur Midi-Pyrénées. Ils se sont fixés comme objectif, à long terme, le déploiement à grande échelle du FTTH (fibre optique chez l'abonné) sur l'ensemble de la région. Les projets qui ne seront pas orientés de la sorte, ne seront pas considérés comme prioritaires pour obtenir des financements de la part de l'Europe, de l'Etat ou de la Région.

Notre Schéma Départemental nécessitera donc, le moment venu, d'être complété et approfondi par la réalisation d'une « Étude de Piquetage ».

Je vous précise qu'une **étude de piquetage Très Haut Débit** est une pré-étude technique et économique pour l'établissement d'un réseau Très Haut Débit sur un territoire donné. Ses objectifs sont **d'évaluer le coût du déploiement d'un tel réseau pour les différentes « poches d'habitat » du territoire** (coût à la prise) et de **définir un chemin optimal pour couvrir l'ensemble du territoire**, de façon **progressive et à moindre coût**. Sur la base d'une telle étude, la collectivité sera alors en mesure de se doter d'une vision prospective précise de la couverture très haut débit de son territoire.

Une fois les conditions de participation de l'Etat et de la Région connues, je vous proposerai de nous interroger sur l'opportunité de lancer une étude de piquetage.

B- L'ARRIVÉE DE LA TÉLÉVISION NUMÉRIQUE TERRESTRE

La télévision numérique terrestre dessert une partie des foyers tarn-et-garonnais depuis 2007.

Aujourd'hui, nous savons que la fin de la télévision analogique est programmée, pour Midi-Pyrénées, au dernier trimestre 2011.

Plusieurs technologies permettent de recevoir la télévision numérique :

- les antennes hertziennes moyennant l'achat d'un décodeur spécifique ou d'une télévision compatible,
- les réseaux ADSL cuivre, à condition que le débit soit supérieur à 8 Mb/s (soit au maximum 2 km des centraux téléphoniques) et que le central soit équipé (actuellement 21 sur les 95 que compte le département),
- les réseaux câblés de type Noos-Numéricables, qui ne concernent que les grands centres urbains (Montauban pour le Tarn-et-Garonne),
- et le satellite moyennant l'achat d'un équipement dédié.

La loi sur le passage « au tout numérique » oblige les opérateurs qui diffuseront les chaînes de la TNT à couvrir au minimum, par voie hertzienne, 95% de la population au niveau national avec un seuil à 85% par Département.

Actuellement, le Tarn-et-Garonne est couvert par les émetteurs de Toulouse Bonheure, Pic du Midi, Agen, Albi et Golfech. A ceux-ci, s'ajouteront les émetteurs de Caylus 1, Moissac 1, Saint- Antonin, Varen1.

Trois émetteurs analogiques existants ne seront pas convertis au numérique. Il s'agit de Caylus 2, Cazals et Montbarla. Ceci va créer une nouvelle fracture numérique en Tarn-et-Garonne.

En effet, selon les prévisions de couverture à notre disposition, près de 13% de la population ne pourra recevoir la TNT que via le satellite, ce qui implique l'achat d'une parabole et d'un démodulateur (environ 500€ pour le matériel et l'installation). Bien qu'un dispositif d'aides a été mis en place (250 € pour l'équipement satellitaire sans condition de ressources), il est à craindre que l'implantation de ces antennes à proximité des sites protégés soit impossible.

Plusieurs opérateurs de diffusion télévisuelle nous ont, d'ores-et-déjà, contactés, ainsi que certaines collectivités locales, pour que nous investissions dans la couverture en TNT des futures zones blanches. Ces opérateurs nous proposent deux types de solutions : soit l'acquisition d'un « petit » émetteur local au tarif minimum de 30 000 €, soit une location longue durée pour un émetteur de plus grande puissance au tarif annuel de 15 000 €.

Dans le contexte actuel de réforme des finances des collectivités locales, et à l'heure où nous sommes engagés dans la couverture du territoire en Haut Débit et Très Haut Débit, où nous poursuivons la couverture des communes mal desservies en téléphonie mobile, il me paraît **inacceptable** d'engager le Département dans ce nouveau dossier, dont la responsabilité incombe à l'Etat et aux opérateurs de télévision.

C'est pourquoi, j'ai écrit, le 16 septembre 2009, au Président du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (C.S.A.) et au Préfet de Tarn-et-Garonne pour qu'ils nous assurent que la couverture de l'ensemble des foyers tarn-et-garonnais sera effective fin 2011, sans aucune intervention financière des collectivités locales.

Compte-tenu de ce qui précède, je vous demanderais de bien vouloir délibérer.

◆

◆

◆

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu l'avis de la commission économie, emploi, promotion et vœux,

Vu l'avis de la commission des finances,

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL GENERAL

- Prend acte de la communication de l'état d'avancement du programme de résorption des zones blanches en téléphonie mobile et en ADSL ;
- Prend acte des informations concernant l'arrivée du très haut-débit chez les particuliers et de l'arrivée de la télévision numérique terrestre.

Acte donné.

Le Président,